

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, [...]. En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. [...], pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. [...] Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

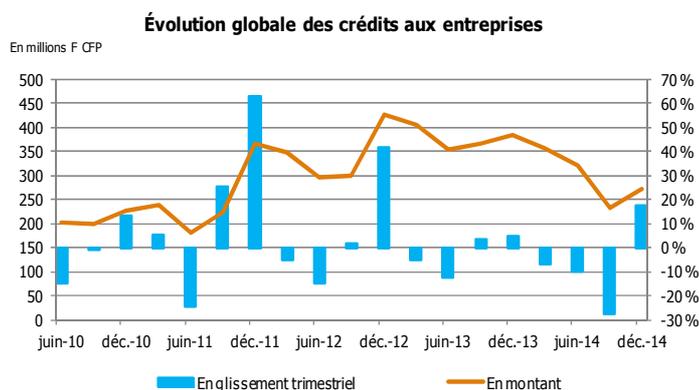
À fin décembre, l'activité économique est tirée par le secteur du commerce, soutenu, une nouvelle fois, par la consommation des ménages. Les principaux indicateurs conjoncturels restent stables sur le trimestre. Dans le même temps, l'activité bancaire progresse : l'encours de crédit ainsi que la collecte de dépôts locaux s'inscrivent en hausse sur le trimestre. La masse monétaire en circulation est en croissance de 7,4 % par rapport à fin septembre.

Reprise de l'activité de financement

L'encours des **crédits octroyés par l'établissement de crédit local** enregistre une progression de 1,9 % sur le trimestre, pour atteindre 1,58 milliard de F CFP. En repli au cours des trois premiers trimestres 2014, l'encours recule de 14,5 % en rythme annuel.

Progression des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits accordés aux entreprises** reprend de la vigueur sur le trimestre (+17,6 %), à 273 millions de F CFP. Cette évolution s'explique essentiellement par la forte hausse de l'encours des crédits d'exploitation, qui atteignent 49,9 millions de F CFP (contre 4,9 millions de F CFP au trimestre précédent), soit 18 % de l'encours total aux entreprises. Le volume des crédits d'investissement se contracte de 7,4 % à fin décembre, tandis que les encours des crédits à l'habitat sont en progression de 12,5 %. Les autres crédits, représentant plus de 40 % des crédits aux entreprises, se replient de 3,4 % au cours des trois derniers mois. Il est à noter que l'autofinancement constitue par ailleurs une part non négligeable du financement des investissements des entreprises.



Sur l'année, l'encours **des crédits accordés aux entreprises** recule de 28,6 %. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des crédits à l'habitat et à l'investissement (respectivement -60,9 % et -11,0 % sur les 12 derniers mois).

Légère réduction des crédits aux ménages

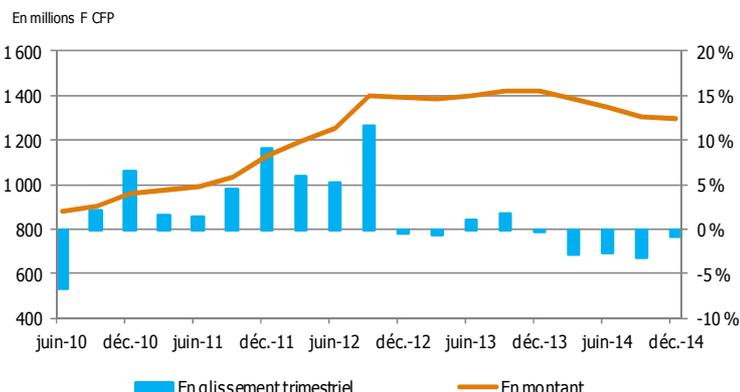
Au 31 décembre 2014, l'encours des **crédits accordés aux ménages** enregistre un repli de 0,9 % en rythme trimestriel, pour s'établir à 1,29 milliard de F CFP.

L'encours des **crédits à la consommation**, principale composante de l'endettement des ménages, reste sensiblement au même niveau sur le trimestre (+0,4 %), alors qu'il se contracte de 6,7 % sur l'année. À fin décembre, cet encours s'élève à 1,17 milliard de F CFP.

L'encours des crédits à l'habitat diminue à un rythme plus soutenu ce trimestre (-11,0 %, après -6,4 % le trimestre précédent). D'un montant de 129 millions de F CFP à fin décembre, il recule de 25,9 % sur l'année.

L'institution d'une sous-régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utū (arrêté du 14 mai 2014 publié au JORF) pourrait améliorer le dispositif de recouvrement des crédits à la clientèle et constituer un premier élément de réponse à la relance de l'activité de financement de l'habitat ainsi que d'autres secteurs.

Évolution globale des crédits aux ménages



Une sinistralité contenue, en légère baisse

La qualité du portefeuille de la banque locale affiche un taux de **créances douteuses** de 5,5 % à fin décembre 2014, en légère diminution sur le trimestre (-0,2 point). L'encours des créances douteuses brutes, qui s'élève à 91,8 millions de F CFP, recule de 2,1 % sur le trimestre (-1,4 % sur l'année).

Le secteur du commerce concentre près de 55 % des créances douteuses.

La qualité du portefeuille demeure globalement stable depuis décembre 2012.

Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Progression des actifs financiers collectés localement

Au 31 décembre, l'encours total des **dépôts locaux** progresse de 11,2 % sur le trimestre et s'établit à 5,26 milliards de F CFP. Sur l'année, les actifs financiers collectés par l'établissement de crédit local augmentent de façon moins marquée (+1,3 %).

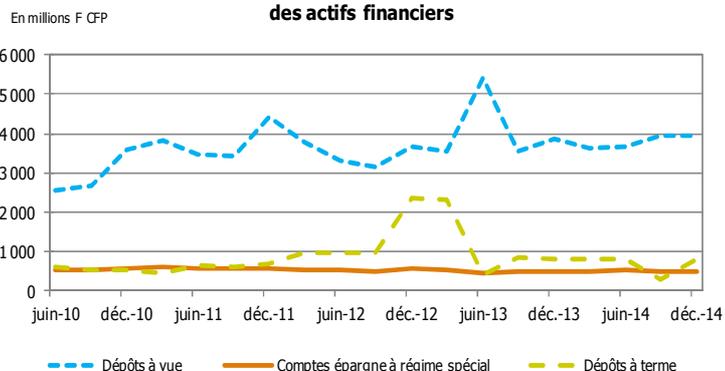
L'encours des **dépôts à vue** se maintient sur le trimestre (+0,2 %, après +7,5 % au 30 septembre). D'un montant total de 3,94 milliards de F CFP, il représente 75 % des placements gérés localement. La contraction des dépôts à vue des ménages et des collectivités locales (respectivement -15,7 % et -45,8 % sur le trimestre) est compensée par la hausse de la collecte auprès des entreprises (+59,1 %), ces dernières détenant 53 % de l'encours total.

Sur l'année, l'encours des dépôts à vue marque une hausse de 1,7 %.

Les **dépôts à terme** enregistrent une forte progression au cours du trimestre (+183,2 %) et retrouvent le niveau affiché à fin juin 2014. Cette évolution s'explique principalement par une opération de placement des collectivités locales. Détenue à 91 % par ces dernières, l'encours des dépôts à terme s'élève désormais à 820,2 millions de F CFP et représente 16 % des dépôts locaux. Il est toutefois en léger recul sur l'année (-1,2 %).

Enfin, l'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** recule de 1,4 % sur le trimestre (+2,6 % sur l'année). Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (10 %), à 500 millions de F CFP.

Évolution des principales composantes des actifs financiers



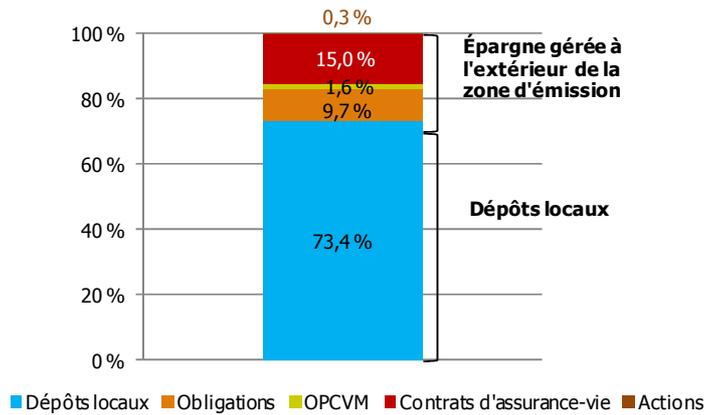
Contraction des autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'**autres placements financiers** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations...), non transformables pour leur activité de financement. Ils représentent 26,6 % de l'ensemble des actifs financiers à fin décembre (-3,0 points).

Ces avoirs enregistrent une baisse de 4,3 % en rythme trimestriel pour s'établir à 1,90 milliard de F CFP (-4,0 % sur l'année). Principal produit d'épargne géré hors de la zone d'émission (56,4 % des placements), les **contrats d'assurance-vie** s'inscrivent en légère progression sur le trimestre (+1,4 %, +8,8 % sur l'année). Les **obligations**, qui représentent 36,4 % de ces actifs, reculent de 1,3 % au cours des trois derniers mois (+1,1 % en rythme annuel).

Au 31 décembre, l'ensemble des **dépôts détenus par les agents économiques** s'élève à 7,16 milliards de F CFP, en hausse de 6,6 % sur le trimestre et stable sur l'année (-0,1 %).

Répartition des dépôts



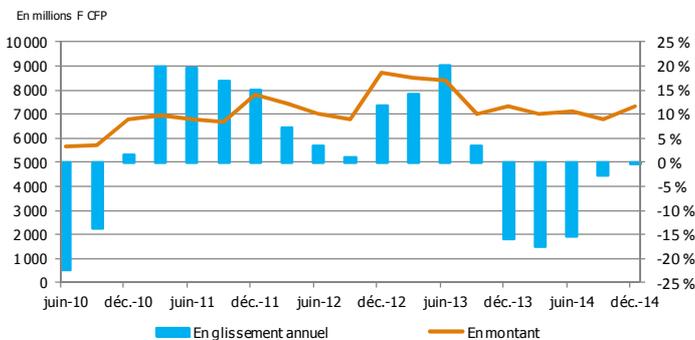
Le solde emplois-ressources du système bancaire local

Progression importante de la masse monétaire sur le trimestre

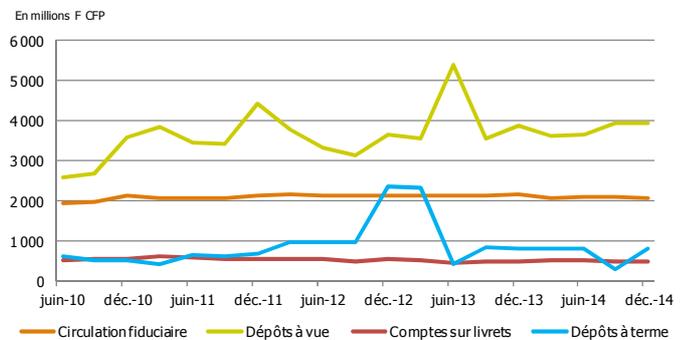
La **masse monétaire M3** s'inscrit en hausse de 7,4 % en rythme trimestriel, pour s'établir à 7,32 milliards de F CFP au 31 décembre 2014. Cette évolution s'explique par la croissance des **dépôts à terme**, qui ont retrouvé leur niveau de fin juin 2014. Les **dépôts à vue** restent stables sur les trois derniers mois à 3,94 milliards de F CFP (+0,2 %), tandis qu'à l'inverse, les **comptes sur livrets** s'inscrivent en baisse de 1,4 % à fin décembre, à 500 millions de F CFP.

En rythme annuel, la masse monétaire se maintient (-0,4 % au 31 décembre). Si les dépôts à vue et les comptes sur livrets augmentent respectivement de 1,7 % et de 2,6 % au cours des douze derniers mois, les dépôts à terme reculent de 1,2 %.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



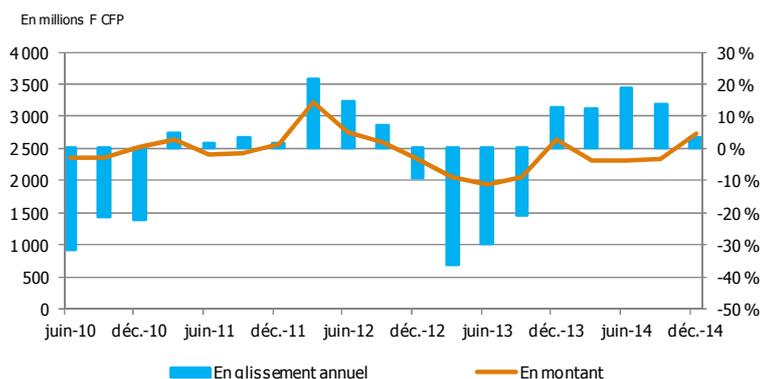
La position extérieure nette s'améliore

À fin décembre, les **ressources du système bancaire local** s'élèvent à 5,03 milliards de F CFP (+11,1 % sur le trimestre, +1,2 % sur l'année). Essentiellement issues des dépôts collectés (86,3 % du total), elles concourent à 33,2 % au financement de l'activité de crédit.

Le **solde emplois-ressources clientèle** de la banque ressort en hausse de 21,6 % sur le trimestre, à 2,67 milliards de F CFP (+14,0 % sur l'année), sous l'effet d'une progression plus importante des dépôts collectés (+13,1 %) que des crédits accordés (+1,6 %).

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) s'élève ainsi à 2,72 milliards de F CFP, en hausse de 16,3 % en rythme trimestriel (+3,5 % sur l'année).

Évolution de la position extérieure nette



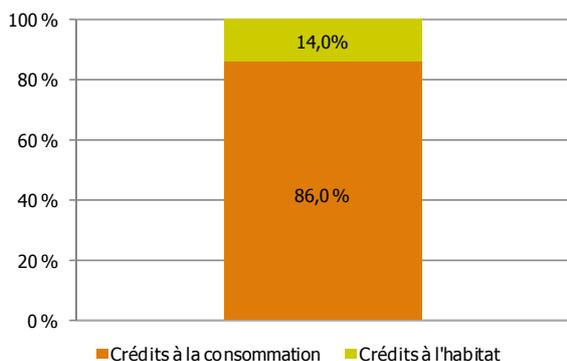
ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

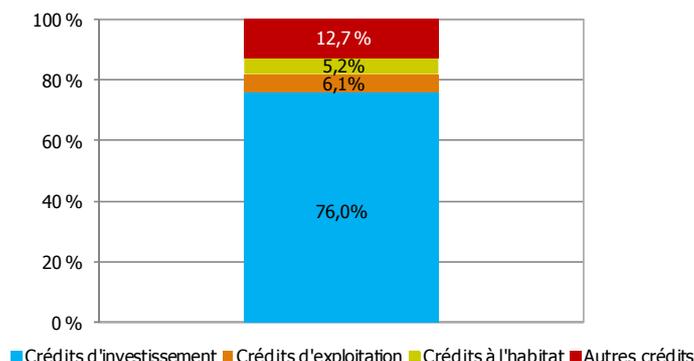
En repli depuis septembre 2013, l'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire se contracte significativement sur le trimestre (-29,9 %), à 2,54 milliards de F CFP, soit le plus faible montant atteint depuis 2011 (-38,9 % sur l'année). Tous les agents économiques locaux sont touchés par ce recul de l'activité de financement. Les **crédits octroyés aux ménages** se contractent de 1,5 % sur le trimestre (-11,4 % en rythme annuel), impactés par la nouvelle diminution des crédits à l'habitat (-11,7 %, -32,5 % sur les douze derniers mois). Les **concours accordés aux entreprises** affichent une baisse importante sur le trimestre (-56,7 %, -62,7 % sur l'année), à 884 millions de F CFP. Cette chute s'explique par le remboursement anticipé d'importants prêts contractés par une société de la place. Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** sont en forte hausse sur le trimestre (+54,9 %, +41,4 % en rythme annuel), comme suite à la mobilisation d'une première tranche des crédits destinés au financement de l'installation de la téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna. Ces concours s'élèvent à 288 millions de F CFP à fin décembre.

La part de marché des **établissements de crédit non installés localement** représente 37,9 % des crédits totaux (en baisse de 19,4 points). Totalisant un encours de 964 millions de F CFP, leurs concours affichent une chute de 53,6 % sur le trimestre et 58,4 % sur l'année.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	2 137	2 147	2 140	2 158	2 064	2 104	2 091	2 062	-1,4%	-4,4%
<i>Billets</i>	<i>2 136</i>	<i>2 147</i>	<i>2 141</i>	<i>2 157</i>	<i>2 065</i>	<i>2 104</i>	<i>2 091</i>	<i>2 062</i>	<i>-1,4%</i>	<i>-4,4%</i>
<i>Pièces</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
Dépôts à vue	3 581	4 411	3 663	3 872	3 619	3 657	3 931	3 937	0,2%	1,7%
TOTAL M1	5 718	6 558	5 803	6 029	5 683	5 761	6 022	6 000	-0,4%	-0,5%
M2-M1	568	567	568	487	514	530	507	500	-1,4%	2,6%
Comptes sur livrets	568	567	568	487	514	530	507	500	-1,4%	2,6%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
TOTAL M2	6 286	7 125	6 371	6 516	6 197	6 291	6 529	6 500	-0,4%	-0,3%
M3-M2	516	691	2 360	830	820	820	290	820	183,2%	-1,2%
Dépôts à terme	516	691	2 360	830	820	820	290	820	183,2%	-1,2%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
TOTAL M3	6 802	7 815	8 731	7 347	7 017	7 111	6 819	7 320	7,4%	-0,4%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
M3+P1	6 802	7 815	8 731	7 347	7 017	7 111	6 819	7 320	7,4%	-0,4%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 482	6 148	7 028	7 369	7 247	5 915	5 987	7 201	20,3%	-2,3%
Institut d'émission	3 740	3 421	4 701	4 741	4 941	3 614	3 650	4 482	22,8%	-5,5%
Établissements de crédit	2 742	2 728	2 326	2 628	2 307	2 302	2 338	2 719	16,3%	3,5%
Créances du Trésor public	1 243	1 457	854	826	868	916	799	777	-2,8%	-5,9%
Concours sur ressources monétaires	-923	209	849	-848	-1 099	280	32	-659	n.s.	n.s.
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 298	1 604	1 929	1 940	1 845	1 775	1 643	1 670	1,6%	-13,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 221	1 394	1 080	2 788	2 944	1 495	1 611	2 329	44,6%	-16,4%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>585</i>	<i>593</i>	<i>597</i>	<i>600</i>	<i>601</i>	<i>601</i>	<i>602</i>	<i>604</i>	<i>0,3%</i>	<i>0,6%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>95</i>	<i>94</i>	<i>90</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>85</i>	<i>84</i>	<i>-1,4%</i>	<i>-2,4%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>212</i>	<i>162</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>
<i>Divers</i>	<i>1 329</i>	<i>546</i>	<i>392</i>	<i>2 101</i>	<i>2 258</i>	<i>808</i>	<i>924</i>	<i>1 641</i>	<i>77,7%</i>	<i>-21,9%</i>
Total M3	6 802	7 815	8 731	7 347	7 017	7 111	6 819	7 320	7,4%	-0,4%
Position extérieure nette	2 530	2 566	2 326	2 628	2 307	2 302	2 338	2 719	16,3%	3,5%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Emplois	3 981	4 830	6 306	4 970	4 674	4 688	4 528	5 031	11,1%	1,2%
Excédent des opérations diverses des EC	51	547	1 930	271	362	487	411	496	20,8%	83,3%
Crédits bruts	1 298	1 604	1 929	1 940	1 845	1 775	1 643	1 670	1,6%	-13,9%
Réserves obligatoires et libres	103	114	120	132	160	125	136	144	6,5%	9,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 530	2 566	2 326	2 628	2 307	2 302	2 338	2 719	16,3%	3,5%
Ressources	3 981	4 830	6 306	4 970	4 674	4 688	4 528	5 031	11,1%	1,2%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 300	4 143	5 618	4 284	3 987	4 000	3 841	4 343	13,1%	1,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	680	686	688	686	687	687	687	688	0,1%	0,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Solde emplois-ressources clientèle	2 002	2 540	3 689	2 344	2 141	2 226	2 197	2 673	21,6%	14,0%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 678,1	2 289,0	2 075,2	1 805,8	1 625,9	1 602,9	1 442,2	2 168,7	50,4%	20,1%
Dépôts à vue	1 307,5	1 794,2	1 617,4	1 642,7	1 499,8	1 476,7	1 316,0	2 093,6	59,1%	27,4%
Placements liquides ou à court terme	370,6	494,8	457,8	163,1	126,1	126,2	126,2	75,1	-40,5%	-53,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	370,6	494,8	457,8	163,1	126,1	126,2	126,2	75,1	-40,5%	-53,9%
<i>dont comptes à terme</i>	188,6	345,6	27,0	12,0	12,0	12,0	12,0	59,9	399,6%	399,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	182,0	149,3	430,8	151,1	114,1	114,2	114,2	15,2	-86,7%	-90,0%
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
									n.s	n.s
Ménages	2 855,7	3 040,3	3 076,0	3 252,3	3 103,4	3 133,8	3 124,3	2 873,7	-8,0%	-11,6%
Dépôts à vue	1 226,8	1 390,1	1 334,6	1 581,7	1 399,6	1 390,4	1 416,7	1 194,7	-15,7%	-24,5%
Placements liquides ou à court terme	597,1	590,3	636,4	527,3	547,2	561,5	536,2	485,8	-9,4%	-7,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	548,5	524,6	552,6	453,9	483,6	497,9	472,3	469,1	-0,7%	3,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	548,5	524,6	552,6	453,9	483,6	497,9	472,3	469,1	-0,7%	3,4%
Placements indexés sur les taux de marché	48,7	65,7	83,9	73,4	63,6	63,7	64,0	16,6	-74,0%	-77,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	48,7	65,7	83,9	73,4	63,6	63,7	64,0	16,6	-74,0%	-77,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	1 031,7	1 059,9	1 105,0	1 143,2	1 156,6	1 181,8	1 171,4	1 193,2	1,9%	4,4%
<i>dont actions</i>	14,1	10,4	13,4	16,3	16,1	15,5	16,0	18,6	16,4%	13,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	96,2	103,9	128,2	141,3	93,4	96,3	97,0	101,8	4,9%	-28,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	921,5	945,6	963,4	985,6	1 047,1	1 070,0	1 058,4	1 072,8	1,4%	8,8%
									n.s	n.s
Autres agents	4 032,6	3 585,4	3 626,9	2 110,1	2 187,9	2 262,6	2 148,2	2 116,2	-1,5%	0,3%
Dépôts à vue	1 046,3	1 226,8	711,4	647,2	719,4	789,8	1 198,0	648,9	-45,8%	0,3%
Placements liquides ou à court terme	2 177,3	1 757,8	2 263,9	778,1	775,2	777,1	248,8	774,7	211,4%	-0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	19,7	42,1	15,0	33,4	30,5	32,4	35,2	31,0	-11,7%	-7,1%
Placements indexés sur les taux de marché	2 157,6	1 715,7	2 248,8	744,7	744,7	744,7	213,6	743,6	248,1%	-0,1%
<i>dont comptes à terme</i>	279,1	279,3	2 248,8	744,7	744,7	744,7	213,6	743,6	248,1%	-0,1%
Épargne à long terme	809,0	600,8	651,7	684,8	693,2	695,7	701,4	692,6	-1,3%	1,1%
Total actifs financiers	8 566,3	8 914,8	8 778,1	7 168,2	6 917,1	6 999,3	6 714,8	7 158,5	6,6%	-0,1%
Dépôts à vue	3 580,6	4 411,1	3 663,3	3 871,6	3 618,8	3 656,9	3 930,7	3 937,2	0,2%	1,7%
Placements liquides ou à court terme	3 145,0	2 842,9	3 358,1	1 468,5	1 448,5	1 464,8	911,2	1 335,6	46,6%	-9,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	568,2	566,7	567,6	487,3	514,1	530,3	507,4	500,2	-1,4%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	568,2	566,7	567,6	487,3	514,1	530,3	507,4	500,2	-1,4%	2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	2 576,8	2 276,2	2 790,5	981,2	934,4	934,6	403,8	835,4	106,9%	-14,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	516,3	690,6	2 359,7	830,1	820,3	820,4	289,6	820,2	183,2%	-1,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 060,5	1 585,6	430,8	151,1	114,1	114,2	114,2	15,2	-86,7%	-90,0%
Épargne à long terme	1 840,7	1 660,7	1 756,6	1 828,1	1 849,8	1 877,5	1 872,8	1 885,8	0,7%	3,2%
<i>dont actions</i>	14,1	10,4	13,4	16,3	16,1	15,5	16,0	18,6	16,4%	13,9%
<i>dont obligations</i>	809,0	600,8	651,7	684,8	693,2	695,7	701,4	692,6	-1,3%	1,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	96,2	103,9	128,2	141,3	93,4	96,3	97,0	101,8	4,9%	-28,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	921,5	945,6	963,4	985,6	1 047,1	1 070,0	1 058,4	1 072,8	1,4%	8,8%

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Dépôts locaux	4 665,1	5 668,4	6 590,6	5 189,0	4 953,2	5 007,6	4 727,8	5 257,6	11,2%	1,3%
Dépôts à vue	3 580,6	4 411,1	3 663,3	3 871,6	3 618,8	3 656,9	3 930,7	3 937,2	0,2%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	568,2	566,7	567,6	487,3	514,1	530,3	507,4	500,2	-1,4%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	568,2	566,7	567,6	487,3	514,1	530,3	507,4	500,2	-1,4%	2,6%
Dépôts à terme	516,3	690,6	2 359,7	830,1	820,3	820,4	289,6	820,2	183,2%	-1,2%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	3 901,2	3 246,4	2 187,4	1 979,2	1 963,9	1 991,7	1 987,0	1 901,0	-4,3%	-4,0%
<i>dont actions</i>	14,1	10,4	13,4	16,3	16,1	15,5	16,0	18,6	16,4%	13,9%
<i>dont obligations</i>	809,0	600,8	651,7	684,8	693,2	695,7	701,4	692,6	-1,3%	1,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 060,5	1 585,6	430,8	151,1	114,1	114,2	114,2	15,2	-86,7%	-90,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	96,2	103,9	128,2	141,3	93,4	96,3	97,0	101,8	4,9%	-28,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	921,5	945,6	963,4	985,6	1 047,1	1 070,0	1 058,4	1 072,8	1,4%	8,8%
Total actifs financiers	8 566,3	8 914,8	8 778,1	7 168,2	6 917,1	6 999,3	6 714,8	7 158,5	6,6%	-0,1%

Les crédits à l'économie

Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	101,1	88,5	47,5	35,7	24,0	3,1	4,9	49,9	912,6%	39,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	101,1	76,4	47,5	35,7	24,0	3,1	4,9	49,9	912,6%	39,9%
Crédits d'investissement	79,6	71,3	68,9	73,8	67,7	61,6	70,9	65,7	-7,4%	-11,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	79,6	71,3	68,9	73,8	67,7	61,6	70,9	65,7	-7,4%	-11,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	62,6	62,1	53,7	37,7	34,0	30,2	30,0	11,1	-63,0%	-70,6%
Crédits à l'habitat	0,0	138,6	128,2	117,3	114,5	111,7	40,8	45,9	12,5%	-60,9%
Autres crédits	45,7	67,2	181,4	155,7	150,5	145,3	115,8	111,8	-3,4%	-28,2%
Encours sain	226,4	365,6	426,0	382,6	356,8	321,6	232,4	273,3	17,6%	-28,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	892,7	1 073,4	1 191,4	1 249,5	1 220,0	1 194,0	1 161,3	1 165,7	0,4%	-6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	872,0	1 062,6	1 168,3	1 228,0	1 201,6	1 177,9	1 144,7	1 148,1	0,3%	-6,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	20,7	10,9	23,1	21,5	18,4	16,1	16,7	17,6	5,8%	-17,9%
Crédits à l'habitat	65,7	52,9	202,9	173,6	164,0	154,3	144,5	128,6	-11,0%	-25,9%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	958,4	1 126,3	1 394,3	1 423,1	1 384,0	1 348,3	1 305,8	1 294,3	-0,9%	-9,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	12,7	12,3	12,7	40,8	12,0	12,1	11,3	10,9	-3,3%	-73,2%
TOTAL										
Encours sain	1 197,6	1 504,2	1 833,0	1 846,5	1 752,7	1 682,0	1 549,5	1 578,5	1,9%	-14,5%
Créances douteuses brutes	100,4	99,4	95,7	93,1	92,7	92,6	93,8	91,8	-2,1%	-1,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,4	5,7	5,3	7,0	6,9	6,7	8,7	7,8	-9,7%	11,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,1	0,5	0,3	0,9	0,8	0,7	2,5	2,3	-6,9%	149,1%
<i>(dt) Ménages</i>	5,4	5,2	5,0	6,1	6,1	6,0	6,1	5,5	-10,8%	-9,9%
Provisions	95,0	93,7	90,4	86,1	85,8	85,9	85,2	84,0	-1,4%	-2,4%
Encours brut total	1 298,0	1 603,6	1 928,7	1 939,6	1 845,5	1 774,7	1 643,3	1 670,3	1,6%	-13,9%
Taux de créances douteuses	7,7%	6,2%	5,0%	4,8%	5,0%	5,2%	5,7%	5,5%	-0,2 pt	0,7 pt
Taux de provisionnement	94,6%	94,3%	94,5%	92,5%	92,6%	92,8%	90,8%	91,5%	0,7 pt	-1,0 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	103,4	88,5	77,7	111,7	61,1	8,7	921,4	54,1	n.s	n.s
<i>Créances commerciales</i>	0,0	12,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	900,5	0,0	-100,0%	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	103,4	76,4	77,7	111,7	61,1	8,7	20,9	54,1	158,9%	-51,5%
Crédits d'investissement	943,3	1 264,1	2 126,1	1 985,0	1 872,9	1 789,2	963,2	672,0	-30,2%	-66,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	943,3	1 264,1	2 126,1	1 985,0	1 872,9	1 789,2	963,2	672,0	-30,2%	-66,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	66,4	65,4	56,5	39,8	35,7	31,8	31,5	11,1	-64,8%	-72,1%
Crédits à l'habitat	0,0	138,6	128,2	117,3	114,5	111,7	40,8	45,9	12,5%	-60,9%
Autres crédits	45,7	67,2	181,4	155,7	150,5	145,3	115,8	111,8	-3,4%	-28,2%
Encours sain	1 092,4	1 558,4	2 513,4	2 369,7	2 199,0	2 054,9	2 041,2	883,8	-56,7%	-62,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	892,7	1 073,4	1 191,4	1 249,5	1 220,0	1 194,0	1 161,3	1 165,7	0,4%	-6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	872,0	1 062,6	1 168,3	1 228,0	1 201,6	1 177,9	1 144,7	1 148,1	0,3%	-6,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	20,7	10,9	23,1	21,5	18,4	16,1	16,7	17,6	5,8%	-17,9%
Crédits à l'habitat	362,5	283,2	369,8	280,8	255,9	236,6	214,6	189,6	-11,7%	-32,5%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 255,2	1 356,6	1 561,3	1 530,3	1 475,9	1 430,6	1 376,0	1 355,3	-1,5%	-11,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	305,8	272,9	239,6	203,6	203,6	185,8	185,8	287,8	54,9%	41,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	305,8	272,9	239,6	203,6	203,6	185,8	185,8	287,8	54,9%	41,4%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	305,8	272,9	239,6	203,6	203,6	185,8	185,8	287,8	54,9%	41,4%
Autres agents										
Encours sain	97,8	66,9	41,6	60,5	47,1	30,6	22,9	15,6	-31,9%	-74,3%
TOTAL										
Encours sain	2 751,3	3 254,9	4 355,9	4 164,0	3 925,7	3 701,9	3 625,8	2 542,5	-29,9%	-38,9%
dont ECHZE	1 553,7	1 750,7	2 522,9	2 317,6	2 172,9	2 019,9	2 076,3	964,0	-53,6%	-58,4%
Créances douteuses brutes	792,5	546,8	483,6	468,8	460,8	447,4	444,2	437,7	-1,5%	-6,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	338,3	283,1	275,2	270,4	266,6	263,3	263,2	261,5	-0,6%	-3,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	207,3	200,9	199,8	199,1	198,1	197,5	199,0	199,6	0,3%	0,3%
<i>(dt) Ménages</i>	130,9	82,3	75,5	71,4	68,6	65,7	64,1	61,9	-3,5%	-13,2%
<i>Provisions</i>	454,1	263,6	208,3	198,4	194,1	184,2	181,0	176,1	-2,7%	-11,2%
Encours brut total	3 543,7	3 801,6	4 839,5	4 632,9	4 386,5	4 149,4	4 070,0	2 980,2	-26,8%	-35,7%
Taux de créances douteuses	22,4%	14,4%	10,0%	10,1%	10,5%	10,8%	10,9%	14,7%	0,3 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	57,3%	48,2%	43,1%	42,3%	42,1%	41,2%	40,7%	40,2%	0,0 pt	0,0 pt

Répartition des concours bancaires sains

